

La construction européenne et la normalisation : les "Livres Verts"

PAR BERNARD PRINCE

La construction de l'Europe communautaire repose sur trois piliers : le développement de la cohésion intérieure, la création du "Grand Marché", le renforcement de la compétitivité des entreprises européennes. Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (télécommunications et Audio-visuel) ceci passe par la normalisation. (1)

NORMES COMMUNES

Créer un Grand Marché européen est sans doute pour l'industrie européenne une question de survie. Les études des nouveaux équipements, des nouveaux services et des nouveaux projets audiovisuels coûtent en effet très cher et leur durée de vie est de plus en plus courte, aucun pays européen isolé ne peut en assurer l'amortissement. Or un équipement n'est utilisable d'un pays à l'autre que si les mêmes normes s'y appliquent. Les particularités techniques et d'exploitation de chaque réseau, héritage de cultures techniques différentes, mais aussi de volontés protectionnistes, doivent s'effacer au profit de normes communes.

La compétitivité des entreprises européennes repose sur des prix les plus bas possibles. Le Grand Marché permettra de mieux amortir les coûts d'études. Mais il faut aussi que l'Europe continue d'exporter ses technologies et ses services ; il faut donc que les normes adoptées soient conformes à des normes mondiales.

La construction de normes européennes est de ce fait indissociable d'une bataille de normes au niveau mondial. On le voit aujourd'hui de façon specta-

culaire dans le domaine de la Télévision Haute Définition. De la même façon, les normes de codage pour le visiophone devront faire l'objet de normalisation mondiale.

CHOIX RAISONNÉ

Toutefois il faut noter qu'une norme n'a aucun caractère obligatoire, c'est un document qui résulte d'un "choix collectif raisonné" entre partenaires. C'est pourquoi des dispositions doivent être prises au niveau communautaire pour rendre chaque fois que cela est nécessaire ces normes obligatoires en les transformant en "règles techniques" communautaires (qui sont généralement reprises par les pays de l'AELE - Suède, Norvège, Finlande, Autriche, Suisse).

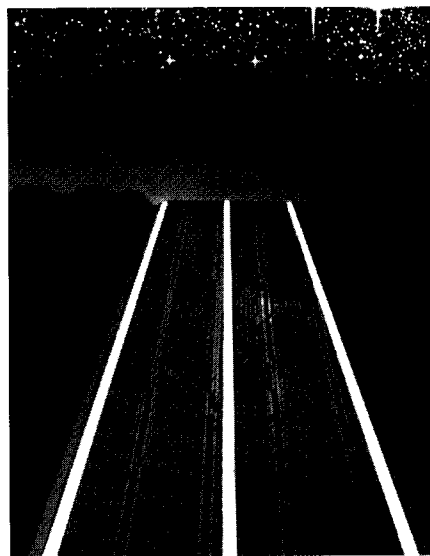
Afin de préparer ce "choix collectif raisonné" depuis 1987, la Commission de Communautés Européennes a pris l'habitude de publier des "livres verts". Sur le modèle du "Livre blanc" (2), ils énumèrent les dispositions qui devront être prises pour réaliser le Grand Marché des services de communication.

Les "Livres verts" sont soumis à critiques et discussions entre les pays membres et Bruxelles. Ils servent à préparer les opinions publiques et les milieux professionnels aux nouvelles règles du jeu. Souvent considérés comme des documents peu importants, notamment par la France, ils sont maintenant pris beaucoup plus au sérieux.

DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le premier "Livre Vert" publié est le "Livre Vert sur le développement du marché commun des services et des équipements de télécommunications", soumis par la Commission le 30 Juin 1987.

Il a ouvert la voie de la libéralisation



et de la réforme du secteur des télécommunications. Il comprenait des propositions de directives qui par la suite ont été adoptées avec plus ou moins de réticences par les Etats Membres. La première d'entre elles a été la Directive sur "l'ouverture des marchés publics d'équipements, la Normalisation et la reconnaissance mutuelle des agréments".

La Directive "terminaux" a été publiée le 16 mai 1988. Elle est entrée en application fin 1990. Ce marché est à présent ouvert à la concurrence. L'utilisateur est libre de se procurer un terminal où il le souhaite et peut le raccorder au réseau s'il est agréé. Toutefois, pour rendre utilisable cette Directive, il fallait disposer de normes techniques à partir desquelles vérifier la conformité d'un équipement en vue de son agrément, de laboratoires d'agrément indépendants et d'une reconnaissance mutuelle des agréments entre les Etats.

La création en 1988 de l'ETSI (European Telecommunication Standard Institut) à Sophia-Antipolis, près de Nice, a renforcé le dispositif de normalisation européen qui pèse désormais d'un poids plus fort au niveau mondial.

TROIS SERVICES

La Directive "Services" a été publiée en Juillet 1990. Elle est le résultat du "compromis historique" élaboré sous la présidence française en Décembre 1989. Elle repose sur une approche différenciée des trois catégories de services : transmission des signaux vocaux, transmission de données et services à valeur ajoutée.

La Directive cadre sur l'offre de réseau ouvert (*Open Network Provision - ONP*) a été adoptée en Juin 90. Elle vise à libéraliser le marché des services de télécommunication en obligeant les opérateurs à harmoniser et à rendre publique la définition des interfaces techniques harmonisées, les conditions

de fourniture et d'utilisation et les principes de tarification. Cette Directive cadre est complétée par des directives sur chacun des services de télécommunication. Par exemple : la directive ONP-LS qui tend à faciliter l'accès aux lignes louées fournies par les réseaux publics de télécommunication a été adoptée le 18 Avril 90.

Pour améliorer et rationaliser ce dispositif la Commission européenne vient de proposer un "Livre vert sur la Normalisation" qui vise à renforcer les pouvoirs des organismes de normalisation pan-européens au détriment des organismes nationaux. De plus la séparation des fonctions d'exploitation et de réglementation s'est imposée. Ainsi en France, depuis le 1er Janvier 1991 France Telecom, exploitant public de Télécommunication est-il une entité distincte du Ministère des PTT, organisme de réglementation.

DANS L'AUDIOVISUEL

La situation de l'Audiovisuel est caractérisée par une envolée des coûts de production et l'arrivée de nouvelles technologies de communication: satellites, câbles, vidéocassettes.

Une autre tendance de fond est le discrédit dans lequel est tombée la conception social-démocrate des politiques audiovisuelles et du "service public". Liée à la crise financière du secteur, il donne des arguments aux tenants de la privatisation, de la déréglementation et de l'économie de marché. Il en découle une dépolitisation du secteur et une pression accrue des milieux publicitaires

Dans ce contexte, la Commission a publié le "Livre vert sur la "télévision sans frontière," et la Directive "télévision sans frontière" qui, négociée en mars 89, est adoptée en Octobre 89. Elle deviendra effective en octobre 91 dans tous les Etats membres. Elle limite les pouvoirs discrétionnaires des Etats en matière de protection du marché intérieur (système des "quotas") pour la diffusion des films, la publicité télévisée, le parrainage et bientôt les droits d'auteur.

TÉLÉVISION SANS FRONTIÈRE

Pour le Livre vert : "Télévision sans frontière", la publicité doit être considérée comme un service comme un autre. Il n'y a donc pas de raison de mettre de

barrière à sa libre circulation. La publicité, dans la logique de consommation qui est celle de Bruxelles, aide le développement de l'offre télévisuelle.

La production audiovisuelle, elle, doit bénéficier d'une multiplication des canaux de télévisions (câble, réception directe par satellites) et s'intégrer dans un grand marché des programmes. La Commission a publié en début 91 un Livre vert sur les satellites pour permettre l'éclosion d'une offre de canaux de télévision plus importante.

Si elle veut limiter l'invasion étrangère et éviter sa fragmentation, la production européenne devra pratiquer des économies d'échelle et utiliser des procédés industriels de fabrication et de commercialisation. Pour accompagner ce dispositif, le programme "MEDIA" a été mis en place, il apporte une réponse économique aux questions que se posent les créateurs européens devant la nouvelle donne ainsi créée. Il soutient la promotion des productions européennes grâce à un fond d'investissement, des accords de distribution et de cofinancement. Il apporte enfin un soutien au doublage et au sous-titrage

économique entre les pays européens et comme intégration encore plus forte de l'Europe au marché mondial. Parallèlement à la mise en place des règles communes, se déroulent en effet les négociations de l'accord GATT dit "Uruguay Round" où les Etats Unis imposent que la mise en place d'une Europe plus unie ait pour contre-partie une ouverture plus grande aux produits et aux services Américains.

Les secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel ont pris le virage du libéralisme. La pression des groupes industriels et des groupes de communications a accéléré cette mutation, grâce à laquelle chacun tente de trouver un espace nouveau de rentabilité et de profit. Pour l'essentiel les orientations communautaires auraient dû se limiter, compte-tenu notamment de la diversité des situations nationales et des réticences exprimées notamment au niveau de l'audiovisuel, à accompagner le mouvement de fond, à en maîtriser les effets et à définir un échéancier commun. En fait, la Commission soumise à de fortes pressions des Etats-Unis, auprès desquels elle a peut-être une crédibilité plus



Publicité pour Philipo Systèmes informatiques

Entre les systèmes impérialistes et les systèmes en voie de développement,...

LE VIRAGE LIBÉRAL

Entre 1987 et 1992, en Europe, des bouleversements se sont produits dont nous ne mesurons pas encore toutes les conséquences. Un paysage qui semblait bien établi au début des années 80 tant sur le plan technologique que réglementaire est balayé sous le double effet d'une évolution technologique vertigineuse et de politiques d'inspiration libérale.

L'Acte Unique européen doit se comprendre à la fois comme intégration

grande qu'auprès des Etats européens, a agi de façon volontariste et avec un libéralisme militant.

1. "La normalisation vise à fournir des documents de référence (les normes) apportant des solutions à des problèmes techniques ou commerciaux qui se posent de façon répétée lors des relations entre partenaires économiques, techniques, scientifiques et sociaux." (Décret du 26 janvier 1984 relatif à la normalisation).

2. Publié après la ratification de l'Acte Unique Européen le "Livre blanc" donne la liste des 279 directives qui devront être votées par les instances communautaires et incorporées dans les législations nationales d'ici à 93 pour réaliser le Grand Marché Européen.